

collaboration de classe et non un front unique de lutte pour les intérêts de la classe ouvrière.

* * *

Quant à la dernière partie de l'argumentation du camarade Demazière, elle touche à toute notre analyse de la période présente et des perspectives. La comparaison avec l'Allemagne 1933 éclaire des divergences extrêmement grandes sur l'appréciation de la situation. Observons tout d'abord que Demazière détache d'une façon absolue de l'ensemble de la situation le désarroi temporaire dans lequel se trouvent les masses travailleuses de France qui ont accumulé les déceptions depuis bientôt deux ans. La bourgeoisie a retrouvé un petit peu d'assurance et d'aplomb. Mais de là à parler d'une offensive générale, c'est aller bien loin. Si Demazière voulait bien ne pas mesurer le « rapport de forces » à l'échelle nationale, on pourrait dire presque à l'échelle parlementaire, s'il voulait le mesurer à l'échelle internationale, il serait plus prudent en matière de « désarroi », de « défaite ouvrière » et d'« offensive générale de la bourgeoisie ». Prenons un exemple édifiant. Voici deux mois, les partis ouvriers en Belgique ont pris une défaite électorale sérieuse. Le parti social-chrétien et les libéraux ont obtenu une majorité parlementaire sûre; néanmoins, du lendemain des élections jusqu'à ce jour, il n'a pas été un seul instant question, au cours de longues négociations d'une crise mal dénouée, d'un gouvernement reposant sur cette majorité. La bourgeoisie belge, victorieuse aux élections, se voit encore contrainte de faire appel au concours des socialistes et des stalinistes dans le gouvernement et de maintenir le parti social-chrétien dans l'opposition.

Le véritable rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie — à l'échelle internationale — est TRES EN FAVEUR DU PROLETARIAT, en dépit de la faiblesse du parti révolutionnaire. Cela est particulièrement vrai en Europe, maintenant que le parti hitlérien a été détruit, que le parti Tory a été balayé, que l'impérialisme américain a à faire face à d'énormes mouvements sociaux (grèves, manifestations de soldats...). Le capitalisme ne tient que grâce au freinage des ouvriers par l'appareil des partis stalinistes et socialistes. Nous examinerons dans d'autres articles les bases du stalinisme notamment, ce qui nous permettra d'apprécier sa force réelle. (Il faut, en définitive, passer par le « galimatias » de Marx pour donner une réponse à cette question, et non s'en remettre aux impressions d'une période extrêmement mouvante.)

Il n'y a pas, à proprement parler, d'offensive générale du capitalisme. La situation ne se laisse pas exprimer en une formule simple. Le capitalisme, pour la France par exemple, est, deux années après la « libération », beaucoup plus prudent encore qu'il ne le fut dans l'année qui suivit la grève de juin 1936. Pour l'instant, il se contente de bénéficier du torpillage des revendications ouvrières par les directions de trahison. Il est d'une prudence extrême dans les usines, laissant à l'appareil syndical le soin d'inciter à la production. Il ne crée pas des syndicats professionnels, sauf parmi les cadres. Il ne fait que commencer à grouper ses forces dans le P. R. L. et se borne à tâter le terrain; cette faiblesse initiale doit évidemment être exploitée pour en empêcher un développement et une consolidation. Le capitalisme sait mieux que nous qu'une provocation brutale et rapide à l'heure actuelle jouerait très vraisemblablement le rôle d'un coup de fouet réveillant la combattivité des masses. Il ne peut que se prêter à cette comédie qui ajoutera une déception de plus aux masses. Que donnera une victoire des oui? Quelles conséquences aurait-elle? Nous croyons qu'il faut nous munir de beaucoup de patience pour attendre une réponse à ces questions de nos droitiers.

Mais, nous objecte-t-on, une victoire du non augmentera le désarroi dans la classe ouvrière et entraînera un recul des partis ouvriers aux élections du 2 juin. Dire cela, c'est prêter aux masses qui, certes, ont de nombreuses illusions démocratiques, une optique de notaire qu'elles ne possèdent pas. Les masses prolétaires possèdent des illusions dans les capacités d'une majorité dans un parlement bourgeois; mais elles n'ont pas la superstition des textes écrits et les partis socialiste et staliniste auront des efforts bien plus considérables à déployer pour leur faire croire que l'adoption d'une charte quelconque est un enjeu essentiel de la lutte entre elles et la réaction que pour obtenir leurs votes massifs le 2 juin. Les masses ouvrières comprennent peut-être confusément, mais avec un sûr instinct de classe, ce que Las-

salle démontrait lumineusement, dans un discours prononcé à Berlin en 1862, sur l'essence des constitutions, à savoir :

« Les questions constitutionnelles sont premièrement et avant tout non des questions de droit mais des questions de force; la constitution réelle d'une nation réside dans le réel et véritable rapport de forces qui y existe; les constitutions écrites ne sont valables et stables que si elles expriment correctement le réel rapport de forces dans une société... Rappelez-vous bien ce discours, Messieurs, et vous saurez, si vous vous trouvez jamais dans la position où vous-mêmes aurez à rédiger une constitution, comment vous aurez à procéder et comment la tâche n'est réellement accomplie que par le changement du réel rapport de forces et non en remplissant une feuille de papier. »

Il faut être prudent en général dans les textes théoriques de Lassalle, mais celui-ci est du « galimatias » que nous pouvons accepter sans crainte aucune. Indépendamment de la question de principe, nous devons d'autant plus résolument repousser la Constitution qu'elle ne correspond pas au réel rapport de forces.

Déjà le référendum d'octobre 1944 — un véritable plébiscite — a montré qu'il n'y avait pas une correspondance étroite entre les résultats de celui-ci et ceux des élections tenues le même jour. Croire qu'une majorité de non provoquerait un recul des partis ouvriers est une affirmation que même ceux-ci se gardent d'émettre. On pourrait même plutôt penser qu'une majorité de non amènerait un sursaut de la part des masses afin de désigner le 2 juin une majorité plus forte et plus solide, qui soit capable de créer des conditions de vie meilleures.

Le référendum du 5 mai n'est au fond qu'une bataille de papier; une majorité du C. C. s'y est laissée prendre sous prétexte de « rapport de forces » entre prolétariat et bourgeoisie, alors qu'elle était terrifiée par le rapport de forces entre le parti staliniste et nous — rapport de forces qui, dans ce cas, nous semble même avoir été mesuré en fonction de l'avalanche des colonnes de l'Humanité plutôt que d'une manière vraiment objective. Comment comprendre autrement le fait que des camarades déclarent sérieusement que dire oui aux nationalisations avec rachat, ça veut effectivement dire oui aux nationalisations sans indemnité ni rachat?

Pour revenir en quelques mots sur l'offensive de la bourgeoisie, le désarroi des ouvriers et la comparaison avec l'Allemagne dans la période qui précéda l'arrivée d'Hitler au pouvoir, toutes choses qui tourmentent tant les jours et les nuits du camarade Demazière, nous lui conseillons de relire bien soigneusement ce que Trotsky écrivit de 1929 à 1933 lors de la période qui fut celle de la montée des nazis au pouvoir. Il verra que, même dans la dernière année, Trotsky considérait encore les fascistes comme de la « poussière humaine », qu'il montrait, chiffres en mains, que parallèlement à la montée du fascisme s'accomplissait un début de radicalisation des masses ouvrières, que la lenteur de celle-ci était due avant tout à la politique du P. C. et qu'une lutte réelle pouvait, en très peu de temps, modifier de fond en comble le rapport de forces — et cela à quelques jours même de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Il serait puéril de nier que la situation actuelle soit grosse de danger pour la classe ouvrière, que le maintien d'un état de torpeur donne du temps dont la bourgeoisie profite pour reprendre du poil de la bête. Mais si rien n'était définitivement perdu et si tout pouvait être rattrapé — ce n'était pas chez Trotsky des affirmations gratuites — à la veille du triomphe nazi, si nous dénonçons alors ceux qui avaient capitulé par avance, à plus forte raison faut-il dénoncer ceux qui aujourd'hui ne font que gémir sur le recul ouvrier en une période où sont accumulées, dans les masses travailleuses d'Europe et du monde entier, des réserves d'énergie révolutionnaire qui demanderont peut-être plus d'une dizaine d'années et de très lourdes défaites avant d'être dissipées.

Le désarroi dont parlent un certain nombre de camarades, est des plus superficiel dans les masses, mais le désarroi de ces camarades, provenant de notre progression toujours trop lente à notre gré, en face de l'enflure du stalinisme, leur désarroi — dis-je — est si profond qu'ils en viennent à rompre leur ancrage au programme marxiste, sans lequel notre organisation cesserait d'exister. La droite du parti a parlé de « suicide du parti » si celui-ci s'était prononcé contre la Constitution bourgeoise. Le vote oui décidé par le Comité Central est en réalité un coup grave porté à la vitalité du P. C. I. La situation interne appelle un redressement vigoureux. Celui-ci n'est possible qu'au moyen d'une clarification politique intensive. Le référendum du 5 mai n'est qu'un petit problème en face de ceux qu'un proche avenir nous réserve.